Décision individuelle

N° DI – 2021 – 067

Pétitionnaire : Simon Najmann - TOUT SUR L'ECRAN PRODUCTIONS
Nature de la demande : Prises de vues réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial et survol motorisé à une hauteur inférieure à 1000 mètres
Localisation : Port de Morgiou

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1 et R.331-68 ;
Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques, notamment ses articles 15 et 16 ;
Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d’application de la réglementation (MARCoeur), notamment ses MARCoeur 24 et 31 ;
Vu l’arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l’ensemble des parcs nationaux et notamment ses articles 3 et 4 ;
Vu l’arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l’Etablissement public du Parc national des Calanques ;
Vu la délibération du conseil d’administration en date du 4 juillet 2018 adoptant la mise en œuvre d’une redevance relative aux prises de vue et la grille tarifaire ;

Considérant la demande d’autorisation formulée le 7 avril 2021 par la société TOUT SUR L'ECRAN PRODUCTIONS représentée par Simon Najmann Directeur des Productions ;
Considérant que les prises de vues sont réalisées dans le cadre d’une activité professionnelle ou à but commercial, en vue d’une émission télévisée ;
Considérant que les opérations de prises de vues se dérouleront avec des moyens et dans des conditions adaptées aux lieux ;
Considérant que les survols pour réaliser des images télévisuelles, filmées ou photographiques ne peuvent être autorisés par le directeur de l’établissement public qu’à titre exceptionnel ;
Considérant que les activités décrites dans la demande sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

DECIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société TOUT SUR L'ECRAN PRODUCTIONS représentée par Simon Najmann Directeur des Productions, est autorisée à effectuer des prises de vues, notamment aériennes les 22 et 23 avril 2021, sur le port de Morgiou pour l’émission télévisée « Cuisine ouverte » diffusée sur France 3 national.

En raison de la période de reproduction de nombreuses espèces et des risques de dérangement de l’avifaune, le survol à l’aide d’un drone n’est autorisé par dérogation que pour le plateau de tournage, et non dans les espaces naturels alentours.

Séquence 22 avril : Mory Sacko Chef Animateur / Alexandre Mazzia Chef du Jour / Invité du jour
Séquence 23 avril : Mory Sacko Chef Animateur / Céline Faulquier Cheffe du Jour / Fabien Gardon Pêcheur à quai.

Article 2 : Moyens techniques

L’équipe technique est constituée de maximum 15 personnes le 22 avril et 10 personnes le 23 avril 2021. Equipement et matériels : camionnette 10m3 ou 20 m3 et véhicules de tourisme. Trois caméras et une mixette son / pas de générateurs / éclairage : 1 pied lumière portable auto alimenté.
Conformément au dossier, le télépilote LENA Pierre-Dominique utilisera un drone de type DJI Mini 2 Phantom 4 ou Mavic pro une journée sur les deux jours de tournage.

Dans le cadre de ce projet le scénario opérationnel de vol utilisé est défini S3. Vols à vue du télépilote, à une distance horizontale de 100 m et une altitude inférieure ou égale à 150 m.

Il effectuera trois rotations. Chaque rotation durera au maximum 10 minutes.

Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. l'équipe de tournage adoptera un comportement respectueux du milieu naturel ainsi que des usagers et se conformera scrupuleusement à la réglementation spéciale du Parc national, notamment ne pas fumer ;
2. aucune dérogation aux règles d'accès, de débarquement, de circulation et de stationnement ne sera autorisée ;
3. l'équipe de tournage évacuera en dehors du cœur du Parc ses déchets liquides et solides, et les jetttera dans les conteneurs adaptés ;
4. le drone ne devra en aucun cas effectuer de vol stationnaire ni, inversement, de passages rapides et répétés susceptible de causer un dérangement de l'avifaune ;
5. le drone respectera une distance minimale de 150 m au droit du trait de côte, des falaises et de tout escarpement rocheux ;
6. le pétitionnaire s'engage à ne pas véhiculer de message portant atteinte au caractère du Parc national ou de nature à inciter au non-respect de la réglementation ;
7. les prises de vues réalisées devront exclusivement être utilisées dans le cadre du projet faisant l'objet de la présente autorisation. Tout autre utilisation est interdite ;
8. il devra être mentionné sur l'œuvre finale « tourné en partie dans le Parc national des Calanques, espace naturel protégé soumis à une réglementation spéciale » ;
9. le pétitionnaire fournira à l'Établissement public du Parc national pour archivage administratif une copie de l'œuvre finale exploitant les prises de vues et de sons réalisées en précisant le numéro de la présente autorisation.

Article 4 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les 22 avril (avec drone) de 13h à 21h et 23 avril 2021 (sans drone) de 8h à 10h. En cas de conditions météorologique défavorables le tournage pourra être reporté sur simple demande à autorisations@calanques-parcnational.fr.

Article 5 : Redevance

La présente décision est soumise au paiement d'une redevance.

Article 6 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 7 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 : Autres obligations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire et aux autres autorisations nécessaires, notamment l'accord préalable des propriétaires.
Article 9 : Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 14 avril 2021,

Le Directeur

François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.